



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAROQUINERIE DE GUYENNE

1 AV DE L'ETANG

—

33440 Saint-Vincent-De-Paul

Références : 2025-0895

Code AIOT : 0100010407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement MAROQUINERIE DE GUYENNE implanté Route de Créon -- 33370 Loupes. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'inspection de la DREAL et avait pour objectif le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 septembre 2023, délivré à MAROQUINERIE DE GUYENNE pour la construction et l'exploitation d'un nouveau site de production à Loupes.

Il est à noter que, par courrier en date du 16 mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection de plusieurs modifications réalisées au cours des travaux de construction. L'objectif de l'inspection était donc de faire un point de situation *in situ* au regard des modifications réalisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAROQUINERIE DE GUYENNE
- Route de Créon – 33370 Loupes
- Code AIOT : 0100010407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site situé à Loupes constitue le 2ème établissement du pôle de fabrication des Manufactures de Guyenne. Le site est destiné à la fabrication artisanale d'articles de maroquinerie.

La société MAROQUINERIE DE GUYENNE est autorisée par arrêté préfectoral en date du 19 septembre 2023 à exploiter à Loupes un « atelier de fabrication de chaussures, maroquinerie ou travail des cuirs et des peaux » au titre de la rubrique 2360.1 de la nomenclature des installations classées.

La mise en exploitation du site a débuté le 22 septembre 2025.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des rubriques autorisées	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.2.1.	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.4	Demande d'action corrective	2 mois
7	Panneaux Photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.8	Demande d'action corrective	2 mois
9	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.	Demande d'action corrective	1 mois
12	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conformité à l'arrêté d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.4.2	Sans objet
8	Capacité de rétention	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.6.4.	Sans objet
10	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a informé l'inspection avoir réalisé, entre 2023 et 2025, plusieurs modifications au regard des éléments présentés dans le dossier de demande d'autorisation initial. Afin de permettre l'analyse complète des évolutions au regard du dossier initial et de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2023, il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance (PAC) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Il est par ailleurs attendu de l'exploitant qu'il mette en place les actions correctrices nécessaires concernant notamment le positionnement du dispositif d'isolement des panneaux photovoltaïques, la mise en conformité des poteaux incendie, la surveillance continue du niveau de la réserve incendie, ainsi que la signalisation et l'accessibilité des dispositifs d'obturation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des rubriques autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée :
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement (ICPE).

Constats :

L'exploitant est autorisé au titre de la rubrique 2360.1 pour une puissance maximale installée de 240 kW. Le dossier d'autorisation prévoit 4 ateliers coupe et préparation comprenant notamment :

- 2 machines de coupe CZL+ de 18 kW,
- 2 machines de coupe CJ1 de 20 kW,
- 4 tables de lecture de 3 kW.

Par courriel en date du 16 mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection de plusieurs évolutions projetées et notamment du déplacement de ces équipements dans le local de stockage des peaux (point traité en fiche de constat n°2). Lors de l'inspection du 4 décembre 2025, ces équipements ont bien été observés dans ledit local, ceux réellement présents étaient :

- 3 machines de coupe CZL+ de 18 kW,
- 1 machine de coupe/lecture CJ1 de 20 kW,
- 3 tables de lecture de 3 kW.

Ainsi l'inspection a pu constater la réduction du nombre d'équipements au regard des équipements décrits dans le dossier initial; **la puissance totale installée demeure inférieure aux 240 kW autorisés.**

Au titre de la rubrique 2355, un stockage de peaux inférieur aux 15 t autorisés a été observé sur le site le jour de l'inspection. Le détail de la quantité de peaux stockés figure en annexe confidentielle.

Dans son suivi des évolutions de mai 2025, l'exploitant a également informé l'inspection de l'installation de bornes de recharge pour véhicule électrique (IRVE), dont la puissance est inférieure au seuil déclaratif de 600 kW associé à la rubrique 2925.2 (atelier de charge de batteries). Cette activité est donc non classée (NC) au titre de la nomenclature des ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation relatif aux modifications des installations et activités, notamment pour ses activités relevant des rubriques 2360.1, 2355 et 2925.2, conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Le porter à connaissance devra notamment présenter l'actualisation du tableau de classement ICPE afin d'y faire figurer l'ensemble des rubriques relevant de ses activités, y compris celles dites "non-classées (NC)".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement, composé d'un bâtiment sur 2 niveaux, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre groupes constitués chacun d'une zone coupe et préparation pour deux zones tables et piquage soit 4 ateliers coupe et préparation et 8 ateliers tables et piquage • Pôle logistique : réception et stockage des cuirs, des consommables, des articles nécessaires à l'assemblage des pièces de maroquinerie (pièces métalliques, teintures, colles à l'eau...), expédition des produits finis • Locaux techniques (transformateur, TGBT, compresseur d'air, groupes froids, CTA...). La répartition entre les différentes surfaces est la suivante : • Surface au sol du bâtiment et terrasse : 6 921 m² • Surface voiries, cour logistique : 3 406 m² • Surface de parking extérieur (béton/gazon) : 363 m² • Surface de cheminement périphérique pompier en terre/pierre : 1 173 m² • Surface stabilisé : 111 m² • Surface espaces naturels : 59 041 m² (dont 28 000 m² sur Bonnetan)
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le précédent constat, l'exploitant a informé l'inspection en mai 2025 du déplacement des machines de coupe et des tables de lecture dans le local de stockage des peaux. Lors du contrôle réalisé sur site, il a été observé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 8 ateliers « tables et piquage », dont 5 actuellement en fonctionnement ; - 4 ateliers de coupe/préparation implantés dans le local de stockage des peaux, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • 3 machines de coupe CZL, • 1 machine de coupe/lecture CJ, • 3 tables de lecture. <p>Par ailleurs, il a été relevé la présence d'un stockage tampon de peaux, entreposé sur rack au niveau du quai de chargement/déchargement.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'activité de stockage de peaux relevant de la rubrique 2355 est autorisée uniquement dans son local dédié et ne doit pas être réalisée sur le quai. L'exploitant précise qu'avec les 8 ateliers prévus, le tonnage resterait nettement inférieur au seuil de déclaration fixé à 10 t pour la rubrique 2355 au regard de la quantité actuellement sur site avec 5 ateliers en exploitation.</p>

Dans cette perspective, l'exploitant a évoqué la possibilité de demander à ne plus relever de la rubrique 2355.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sans délai, l'exploitant s'assure de respecter les conditions de stockage des peaux dans le local dédié à cet effet. L'exploitant intègre, le cas échéant dans le porter à connaissance (cf. point de contrôle n°1) les modifications de l'activité classée au titre de la rubrique 2355.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Conformité à l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.4.2
Thème(s) : Situation administrative, récolement
Prescription contrôlée : <p>Sous un an à compter de la mise en exploitation du site, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations. Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Constats : <p>Le récolement doit être transmis dans les 12 mois suivant la mise en exploitation. Considérant la mise en exploitation le 22 septembre 2025 la transmission devra intervenir au plus tard le 22 septembre 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : <p>Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p>
Constats :

<p>Dans les modifications décrite dans son courriel de mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection d'un changement de raison sociale : MAROQUINERIE DE LOUPES (intégrée au pôle des Manufactures de Guyenne).</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni à l'inspection des installations classées les justificatifs (Kbis) attestant du changement de dénomination sociale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs (extrait Kbis ou document équivalent) attestant du changement de dénomination sociale. Ces éléments pourront être intégrés dans le porter à connaissance attendu début 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Déchets produits par l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 5.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son suivi des évolutions de mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection d'une évolution concernant les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations.</p> <p>Les nouveaux déchets identifiés sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 01 10* déchets emballages vides souillés - 15 02 02* déchets de matériaux souillés - 08 01 11 * déchets de peinture, vernis colle <p>Ces codes déchets ne sont pas pris en compte dans le tableau indiqué au point 5.1.1 de l'AP suscité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant actualise le tableau des déchets produits par l'établissement, indiqué au point 5.1.1 de l'AP d'autorisation du 19 septembre 2023, afin d'y faire figurer les nouveaux déchets identifiés. L'exploitant intègre ce tableau dans le porter à connaissance attendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.
Constats : Dans son suivi des évolutions de mai 2025, l'exploitant a donc informé l'inspection de plusieurs modifications au regard du dossier de demande d'autorisation initial, concernant notamment: <ul style="list-style-type: none">• des ajustements d'ordre visuelles/architecturales (changements de couleurs et matériaux, suppression de brise-soleil, redimensionnement de menuiseries...);• certains ajustements opérationnels (poste de charge extérieur, stockage tampon des grandes peaux).• des modifications de la bande tampon paysagère;• des travaux sur berges de la source. Ces derniers avaient fait l'objet d'un porter à connaissance (PAC) le 13 février 2025, et l'inspection des ICPE en avait déjà pris acte par courrier du 20 mars 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant intègre au porter à connaissance l'ensemble des modifications effectués sur le site entre 2023 et 2025 qui n'ont pas déjà été actés par l'inspection des ICPE, en les détaillant précisément et en fournissant tous les éléments d'appréciation nécessaires conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Panneaux Photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.8
Thème(s) : Risques accidentels, conformié
Prescription contrôlée : [...] Les installations de production d'électricité par systèmes photovoltaïques doivent être équipées d'un dispositif permettant aux sapeurs pompiers ou autres intervenants d'isoler les éléments de production du reste de l'installation. L'isolement doit se faire à proximité immédiate des séries de panneaux. La mise en œuvre de ce dispositif doit être possible à partir d'un point unique situé au plus près du dispositif de sectionnement de l'arrivée du réseau public (EDF) et clairement identifié.[...] article 38 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010

<p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.</p> <p>Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.</p> <p>En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a récemment mis en place des panneaux photovoltaïques en toiture, conformément au projet décrit dans son dossier de demande d'autorisation. A noter que l'installation est soumise aux dispositions de la section V de l'arrêté ministériel 2010, <i>relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</i>.</p> <p>Le dispositif de commande des isolements existants (sous la forme d'un bouton d'arrêt d'urgence de type « coup de poing ») est actuellement positionné au niveau de l'accueil du site. L'exploitant a indiqué que ce positionnement résulte d'un choix concerté avec le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), celui-ci préférant intervenir à ce niveau plutôt que d'accéder à la toiture.</p> <p>Lors de l'inspection, il n'a pas été observé de dispositifs de coupure, à proximité immédiate des séries de panneaux, d'un dispositif permettant l'isolement des éléments de production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie, sous 2 mois, la mise en œuvre d'un dispositif de coupure du courant continu produit, au plus près des panneaux photovoltaïques et la commande de ce dernier depuis le dispositif de commande constaté au niveau de l'accueil.</p> <p>Si l'installation est dépourvue de ce dispositifs de coupure, l'exploitant le met en œuvre sous un délai de 3 mois et justifie son installation ainsi que son dispositif de commande.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.6.4.
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Lors de la visite, aucune absence ni insuffisance de rétention n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none"> - de 3 poteaux incendie (PI) alimentés par une réserve enterrée de 660 m³ permettant de fournir un débit requis de 330 m³/h pendant 2 heures, soit 660 m³ ; [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de trois poteaux incendie privés (PI) installés autour de la voie engins, alimentés par une réserve enterrée de 660 m ³ . Ces poteaux sont équipés d'une sortie de 100 mm et de 2 sorties de 65 mm. L'exploitant a présenté les rapports de vérification de ces PI, datés du 16 septembre 2025, confirmant leur bon fonctionnement. Toutefois, de manière spontanée, sans sollicitation de la part de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il avait prévu le remplacement des trois poteaux existants afin de se conformer à l'avis du SDIS du 16 juin 2023 (émis dans le cadre du permis de construire), et tel que prévu également dans son dossier d'autorisation initial, qui stipule des poteaux incendie de 2 x 100 mm pour délivrer un débit de 120 m ³ /h. Il est nécessaire que l'exploitant procède au remplacement des trois poteaux incendie existants, comme il l'a déclaré lors de l'inspection de ce jour, par des équipements conformes à l'avis du

SDIS et à son dossier d'autorisation initial, soit des poteaux incendie de 2 x 100 mm (norme NF S 61 211 ou NF S 61 213 et NF S 62 200) délivrant un débit unitaire de 120 m³/h, afin de satisfaire aux exigences réglementaires.

A noter que lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir déjà engagé les démarches nécessaires (notamment des demandes de devis) et s'est engagé à nous transmettre sans délai les devis signés dès leur réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit, sous un délai d'un mois, à l'inspection des ICPE, les éléments suivants :

- le devis signé relatif au remplacement des trois poteaux incendie existants par des poteaux conformes aux exigences (poteaux de 2 x 100 mm délivrant un débit unitaire de 120 m³/h);
- un échéancier détaillé des travaux, précisant les étapes prévues, les dates d'intervention envisagées, ainsi que des délais contraints permettant de garantir la mise en conformité dans les meilleurs délais ;
- à l'issue des travaux de remplacement des PI, l'exploitant fait réaliser des essais de débit et de pression, unitaires et en simultané, afin de vérifier le respect du débit total requis (330 m³/h pendant 2 heures). Les résultats de ces essais seront transmis à l'inspection des installations classées dès qu'ils seront disponibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose a minima :

[...]

- de robinets d'incendie armés (RIA) dans le local de stockage des peaux (cuirs). Les robinets d'incendie armés seront positionnés de manière à ce que tout point du local soit couvert par 2 RIA, conformément à la réglementation en vigueur.

[...]

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le local de stockage des peaux est équipé d'une protection incendie par RIA. Deux RIA sont installés, conformément aux prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.3.

Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : [...] Concernant la réserve incendie enterrée de 660 m ³ , l'exploitant s'assure de la présence permanente de la capacité d'eau nominale. A cet effet, un dispositif permet de connaître en permanence le niveau de remplissage de la cuve et de déclencher une alarme lorsque celui-ci descend en dessous du volume requis.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de dispositif spécifique permettant de connaître en permanence le niveau de remplissage de la cuve. Aucune alarme dédiée n'a été observée pour signaler une baisse du niveau d'eau en dessous de la capacité nominale. L'exploitant a toutefois indiqué avoir mis en place un système de remplissage automatique reposant sur un flotteur : lorsque le niveau d'eau descend sous un seuil défini, le flotteur s'abaisse et actionne mécaniquement le dispositif d'alimentation afin de compléter la réserve. Lors de la visite terrain, l'exploitant a ouvert le regard donnant accès à la réserve incendie enterrée. L'inspection a pu constater que la réserve était pleine à la date de la visite et a observé la présence du flotteur mentionné ci-dessus. L'exploitant a indiqué sa volonté de mettre en place les actions nécessaires dans les plus brefs délais afin de se conformer pleinement à la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un dispositif de surveillance continue du niveau de remplissage de la réserve incendie de 660 m ³ (ex. : sonde de niveau ou système d'indication du niveau sous regard) afin de garantir en permanence la présence du volume d'eau nominal. Il lui est également demandé d'installer un dispositif d'alarme signalant toute situation de sous-remplissage de la cuve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2023, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une réserve étanche, dans le parking du rez-de-jardin, aux produits collectés. La réserve dispose de 746 m ³ de capacité disponible minimum. Les eaux polluées dans cette réserve seront éliminées comme déchets. Des regards by-pass avec vannes sont mis en œuvre entre le parking et les bassins de collecte de

eaux de ruissellement. Les vannes de ces regards sont activables manuellement ou automatiquement via un asservissement sur le réseau d'alarme. Si elles sont motorisées, elles doivent être équipées d'un dispositif de manœuvre manuel en secours.

Les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel ou, en son absence, par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie/pollution » doit être apposée directement sur la vanne afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention du site.

Constats :

Lors de la visite, il a été observé que le parking du rez-de-jardin est équipé d'une bordure périphérique d'environ 28 cm destinée à assurer le confinement des eaux polluées en cas d'accident ou d'incendie. Toutefois, sur une largeur d'environ 90 cm côté ouest, cette bordure est absente, ce qui est susceptible de permettre un écoulement d'eaux polluées vers le milieu naturel. L'exploitant a indiqué que cette zone correspond à un point haut et a présenté une simulation schématique du volume de rétention disponible en cas d'incendie. Cette simulation montre que la limite du volume stocké est située à proximité immédiate de la zone dépourvue de bordure, amenant l'inspection à exprimer un doute sur l'efficacité du confinement en l'état.

Par ailleurs, les dispositifs d'obturation des réseaux ne sont ni signalés, ni facilement accessibles. En effet, il a été constaté que, pour la plupart des vannes (3 sur 4), la commande est enterrée et nécessite l'ouverture d'un regard, pour lequel aucun moyen de levage adapté n'est disponible à proximité. Pour réaliser l'essai, il a notamment été nécessaire de se procurer une pioche. L'inspection considère que ces 3 vannes enterrées ne répondent pas à l'obligation d'accessibilité.

Un essai de fonctionnement, en mode automatique, a été réalisé. Dans un premier temps, la vanne testée ne s'est pas fermée, celle-ci étant en mode manuel. La vérification de ce statut n'a pu être réalisée qu'en descendant au niveau du mécanisme, celui-ci étant enterré et non visible depuis le sol. Dans ces conditions, en situation d'incendie, la vanne n'aurait pas basculé automatiquement en position de fermeture.

Après passage en mode automatique, un nouvel essai a été réalisé sur deux vannes. Celles-ci se sont correctement abaissées, mais uniquement en maintenant une pression continue sur le bouton de commande, alors que, selon les pratiques habituelles pour ce type d'équipement, une simple impulsion devrait suffire à enclencher la fermeture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions pour :

- signaler clairement les commandes des dispositifs d'obturation;
- mettre en œuvre les actions nécessaires pour garantir leur accessibilité immédiate, notamment pour les actionner manuellement.
- s'assurer que les vannes sont, par défaut, en mode automatique, commandable à distance.

L'exploitant justifie du caractère opérationnel du fonctionnement automatique des vannes.

L'exploitant précise les actions envisagées pour traiter l'absence de bordure côté ouest du parking, ou justifie l'absence de risque de déversement des eaux susceptibles d'être polluées vers le milieu naturel au niveau de ce point.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection, sous un mois, l'ensemble des mesures retenues, accompagné d'un échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois